

16 TGV pour sauver Alstom

La journée doit être décisive, le Premier ministre a annoncé "sauver" Alstom

Le gouvernement envisage de lancer "une nouvelle commande de 16 TGV", d'un montant de près de 500 millions d'euros, pour maintenir l'activité de l'usine Alstom de Belfort, affirmait *Le Monde* hier. Cette commande apporterait "de la charge pour près de deux années" au site de Belfort, ainsi qu'à celui de La Rochelle, qui assemble les voitures des TGV.

Un délai suffisant pour tenir jusqu'à la cinquième génération de trains à grande vitesse, actuellement développée par Alstom et la SNCF et "attendue à partir de 2021 sur les lignes de production", indique le quotidien.

Les deux groupes ont en effet conclu un "partenariat d'innovation" pour concevoir ce nouveau train d'ici fin 2017, mais cet accord ne préjuge pas de commandes futures. D'autant que la SNCF "n'a cessé de répéter qu'elle n'en avait plus besoin" depuis son dernier achat



16 TGV pourraient être annoncés en "gare" de Belfort dès aujourd'hui, si l'on en croit les déclarations du Premier ministre. / PHOTO ARCHIVES FRÉDÉRIC SPEICH

**La SNCF
"n'a cessé de répéter
qu'elle n'en avait
plus besoin."**

Depuis l'annonce du projet de transfert de la production de locomotives de Belfort vers Reichshoffen (Bas-Rhin), l'exécutif s'est fixé pour "objectif" de sauver l'usine franc-comtoise, par tous les moyens possibles.

Le Premier ministre, Manuel Valls, s'est montré catégorique

dimanche, affirmant que "mardi, nous sauverons le site d'Alstom à Belfort". "Il y aura forcément des éléments de réponse" mardi, avait indiqué plus prudemment M. Sirugue vendredi, ajoutant aussitôt: "Je ne vais pas aller à Belfort en disant 'Voilà une solution'".

**"Mardi, nous
sauverons le site
d'Alstom à Belfort."**

MANUEL VALLS

de 40 TGV en 2013, rappelle *Le Monde*, qui évoque un marché passé directement par l'État. Chaque rame coûtant environ 30 millions d'euros, "il s'agirait avant tout de lancer les négociations sur cette commande, cela ne veut pas dire qu'elle sera signée dès mardi", explique une source non identifiée.

Contactés, ni Alstom ni la SNCF n'ont souhaité commenter cette information, tandis que Bercy n'avait pas donné suite à la mi-journée.

Une "réunion de travail" est prévue aujourd'hui à Belfort, en présence du secrétaire d'État à l'industrie, Christophe Sirugue, du PDG d'Alstom, Henri Poupard-Lafarge, des syndicats et des élus locaux.

JOURNÉE DÉCISIVE SUR FOND DE GRÈVE

Nonobstant les informations révélées hier, l'intersyndicale d'Alstom Belfort a appelé - hier également - les 480 salariés du site belfortain à faire grève et à manifester lors de la "réunion de travail" prévue aujourd'hui sur l'avenir du site à la préfecture du Territoire de Belfort.

Les salariés doivent se réunir à 9 h 15 devant le site d'Alstom Belfort avant de rallier à pied la préfecture, au centre-ville, a indiqué l'intersyndicale (CGT, CFDT, CFE-CGC, FO) dans un communiqué.

Pendant ce temps, le secrétaire d'État à l'Industrie, Christophe Sirugue, le PDG d'Alstom, Henri Poupard-Lafarge, les organisations syndicales et les élus locaux tiendront une "réunion de travail" sur l'avenir du site. À l'issue de cette réunion, les représentants syndicaux informeront

les salariés présents devant la préfecture des éventuelles annonces faites sur l'avenir du site. Il s'agit de "montrer que les salariés d'Alstom sont là et qu'ils ne faut pas faire n'importe quoi avec eux", a indiqué Daniel Dreger de la CGT, prévoyant que la quasi-totalité des salariés, "remontés à bloc", se joigne à la manifestation. "Sachant que leur avenir se discute à la préfecture, les salariés n'arriveront probablement pas à travailler mardi. Si c'est pour trépigner et cogiter toute la matinée en se demandant ce qu'il se passe, autant qu'ils soient devant la préfecture où nous pourrions les informer dès la fin de la réunion", a précisé André Fages, délégué CFE-CGC du site belfortain.

"Aujourd'hui, tout le monde est très tendu. Les gens se demandent ce qui va être dit, quelles vont être les annonces", a-t-il ajouté.